

### Initiatives ministérielles

La députée de Port Moody—Coquitlam a inscrit au *Feuilleton* une question où elle demandait quel était le total des fonds distribués par le ministère du Multiculturalisme à des particuliers et à des groupes en 1993, qui étaient les bénéficiaires et combien chacun a reçu. La réponse à cette question m'a renversée et devrait écoeurer tous les contribuables.

La réponse du gouvernement se composait d'un document de 703 pages énumérant 1 350 subventions, pour un total de 25 041 939 \$. Je veux donner quelques exemples des subventions révoltantes qui ont été accordées dans le prétendu intérêt de la promotion du multiculturalisme.

Lu Hanessian Productions a reçu 19 254 \$ pour produire une compilation de 27 chansons et pièces musicales sur les relations humaines. Ces 20 000 \$ provenant de la poche des contribuables ont été gaspillés pour produire une compilation de chansons qui aurait pu, qui aurait dû, être produite avec le soutien du secteur privé.

La Fondation pour l'éducation d'Ottawa—Carleton a dépensé 9 044 \$ pour chercher à savoir s'il serait possible d'offrir des cours de formation d'ingénieurs qui permettraient de faire accéder à la profession des ingénieurs qui sont des Canadiens de première génération. Les ingénieurs, du fait même de leur profession, sont déjà plutôt privilégiés. Je doute qu'ils aient besoin de cours d'intégration spéciaux. C'est là un exemple des subventions que le gouvernement accorde à des gens qui n'en ont pas besoin, mais qui devraient demander le soutien professionnel de leurs pairs.

La Société multiculturelle de l'Ontario a dépensé 40 000 \$ pour les activités liées à la rencontre de Montréal dans le cadre de la tournée nationale de plusieurs rivières. Nous ne savons même pas quelles ont été ces activités, mais 40 000 \$, cela représente beaucoup d'argent pour une tournée de quelques rivières.

Le Conseil des arts populaires du centre multiculturel de St. Catharines a reçu 28 000 \$ pour étudier les besoins de la collectivité en matière d'arts populaires. Ces 28 000 \$ ne sont même pas versés à des groupes multiculturels, mais ils vont dans les poches de soi-disant experts qui détermineront quels sont les besoins de la collectivité en matière d'arts populaires. C'est ridicule. Notre gouvernement consacre plus de temps et d'argent à essayer de répondre aux besoins en matière d'arts populaires qu'à essayer de régler le problème de la dette et du déficit.

Le Centre de la danse dépensera 30 000 \$ pour organiser des rencontres entre danseurs et pour dresser une liste des ressources dans ce domaine. Le gouvernement libéral est prêt à verser 30 000 \$ pour que les danseurs puissent se réunir et s'inscrire sur une liste. Cet argent ne les aidera même pas à danser.

Comme je l'ai dit, ce document contient 703 pages. Cette interminable liste de subventions scandaleuses est un bon exemple de la façon dont le gouvernement gaspille l'argent des contribuables. Il faut cesser de faire ce genre de cadeaux à des groupes d'intérêts spéciaux.

Les Canadiens ne sont pas encore certains de ce qu'est le multiculturalisme et de ce qu'il peut faire dans une société libre et démocratique comme la nôtre. Le multiculturalisme peut

englober les chansons folkloriques, la danse, les mets ethniques, les festivals, l'artisanat, les musées, les langues du patrimoine, les études ethniques, la presse des minorités, les relations raciales, les échanges culturels et les droits de la personne. Une grande partie de l'opposition au multiculturalisme découle du fait que ce terme est appliqué sans discernement à un vaste éventail de situations, de pratiques, d'attentes et de buts et qu'on en a fait une politique nationale qui coûte cher.

L'appui du public à l'égard du multiculturalisme est difficile à évaluer. Au début des années 1970, lorsque la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a recommandé que le gouvernement élabore une politique ethnoculturelle, l'appui du public à l'égard du multiculturalisme se situait autour de 76 p. 100. Selon un sondage réalisé en 1991 par la firme Angus Reid, cette proportion n'a pas beaucoup changé puisqu'elle reste à 78 p. 100. Mais que pouvons-nous conclure d'après ces données? À mon avis, pas grand-chose sinon rien du tout, car à la même époque où ce sondage a été réalisé, le Forum des citoyens sur l'avenir du Canada rapportait un certain malaise au sujet de l'attitude des Canadiens à l'égard de la politique du multiculturalisme.

● (1330)

Voici ce qu'on pouvait lire dans ce rapport: «La vaste majorité des participants nous ont dit que, pour édifier un pays uni, il convient de mettre l'accent sur nos traits communs plutôt que de nous accrocher à nos différentes origines. Bien que les Canadiens acceptent et apprécient la diversité culturelle du Canada, ils n'apprécient pas bon nombre des activités du programme multiculturel du gouvernement fédéral. Ces dernières coûtent cher et sont perçues comme étant une source de discorde, car elles rappellent aux Canadiens leurs origines différentes et non les symboles, la société et l'avenir qu'ils partagent.»

Par ailleurs, le Conseil canadien des chrétiens et des juifs a fait faire un sondage par la firme Decima en octobre 1993. Le sondage a révélé que trois Canadiens sur quatre préféraient en matière d'immigration une approche de type melting pot à l'américaine plutôt que la mosaïque multiculturelle qui est officiellement encouragée au Canada depuis les années 1970.

Le sondage a également révélé que les Canadiens en général tolèrent de moins en moins les exigences des groupes de pression et qu'ils croient assez sérieusement que les minorités, notamment ethniques, raciales ou religieuses, devraient s'efforcer davantage de s'adapter au Canada au lieu d'insister sur la préservation de leur différence, surtout aux frais des contribuables canadiens.

Les membres des minorités visibles ont exprimé les mêmes sentiments dans des proportions à peu près semblables. D'après le sondage, la majorité des membres des groupes ciblés pour recevoir des subventions grâce au programme du multiculturalisme pensent que ces subventions constituent un facteur de division et non d'unité.

Je le répète, la critique à l'égard du statu quo augmente chez les prétendus bénéficiaires de cette politique. Voici ce qu'en pense Jimmy Wong, qui est venu du Viet Nam en 1980 et qui est maintenant technicien dans un laboratoire de développement